

Lionel ZINSOU

## L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE MYTHES ET RÉALITÉS

L'investissement direct étranger en Afrique a quintuplé en dix ans. C'est l'un des signes majeurs de la renaissance économique africaine, au moins dans le regard porté sur le continent par les décideurs économiques mondiaux. On ne fait pas, en effet, progresser ses investissements sans qu'aient été remplies un certain nombre de conditions : meilleure gouvernance, anticipation d'une croissance soutenable, meilleure qualité des facteurs de production, rendement plus élevé du capital, faculté de rapatrier ses profits... Tous ces progrès, réalisés depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, sont, en quelque sorte, avérés et authentifiés par les flux de fonds qui viennent créer de l'activité en Afrique. Ajoutons que le phénomène a touché toute l'Afrique et, petit à petit, tous les secteurs : certes les matières premières et l'ensemble des ressources naturelles, certes les infrastructures, mais aussi l'industrie manufacturière et les services - notamment les télécommunications et les services financiers.

La vague des privatisations qui se leva dès les années 1990, a créé un appel de fonds, suivi par l'apparition des besoins solvables de consommation et d'équipement des nouvelles classes moyennes d'un continent où, désormais, chaque année, plusieurs dizaines de millions d'habitants franchissent les seuils d'extrême pauvreté (1,25 \$ de revenu par jour), tandis que plusieurs millions commencent à pouvoir exécuter des dépenses discrétionnaires et plusieurs centaines de milliers accèdent au logement moderne, aux biens durables et culturels, aux services d'excellence de santé et d'éducation, au luxe...

Pour beaucoup d'observateurs de l'économie mondiale et de politiques, ainsi que pour les opinions publiques occidentales, ce rebond spectaculaire de l'investissement - tout comme la croissance africaine elle-même - a été inaperçu, et même nié, à ses débuts. L'Europe, inattentive à ses pertes de parts de marché en Afrique, n'a vu que tardivement le changement radical de la trajectoire africaine. Et encore, dans bien des cas, l'Europe n'a changé de regard qu'en constatant, a

posteriori, la place prise par ses concurrents des pays émergents dans l'espace économique urbain et rural de l'Afrique.

### LE MYTHE DE LA CROISSANCE PAR LE RENCHÉRISSEMENT DES MATIÈRES PREMIÈRES

Il y a encore un certain nombre de mythes à dissiper concernant les économies du continent si l'on veut participer efficacement, de l'extérieur, à son décollage. Le premier mythe auquel il faut renoncer dans l'analyse est celui de l'explication de la croissance par le renchérissement des matières premières.

Il est certain que la décennie 1990 a connu un vrai renversement du système mondial des prix : les matières premières minérales et une partie des matières premières agricoles ont vu leurs prix relatifs s'élever, tandis que les prix des produits manufacturés baissaient, en raison de l'émergence des grandes économies manufacturières en Asie, au premier rang desquelles la Corée du Sud, la Chine, les pays de l'Asie du Sud-Est, l'Inde... Ces économies ont distribué leur productivité au monde sous forme de baisses de prix, et donc de gains de pouvoir d'achat, aussi bien pour la consommation courante, comme le textile, que pour le matériel de transport ou les biens d'équipement des ménages et des entreprises. Des vêtements au matériel ferroviaire, du téléphone à l'électronique grand public, des tracteurs aux machines-outils, l'industrialisation asiatique et la désindustrialisation européenne et américaine ont changé la division mondiale du travail à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

L'Afrique est, d'une part, un importateur net de produits manufacturés : elle a donc importé de l'efficacité et du pouvoir d'achat. Du fait de l'héritage colonial, elle est, d'autre part, un exportateur de matières premières non transformées, qui telle une malédiction a

entraîné, pendant des décennies, la détérioration des termes de l'échange : des objets sophistiqués et chers contre des produits bruts et bon marché, peu de valeur ajoutée locale, pas d'accumulation locale de *cash-flow*, pas d'investissements dans les infrastructures ou de transformations. La surchauffe de la machine productive asiatique, la hausse qu'elle a suscitée de la croissance mondiale, l'explosion des échanges, bref la mondialisation, ont créé des raretés de matières premières, et donc une montée des prix des spécialités de l'Afrique. L'amélioration des termes de l'échange et le besoin d'investir ont permis de dominer la malédiction. Devenue maîtresse des raretés, l'Afrique a suscité un flux abondant d'investissements en exploration, production, élaboration des matières brutes et en infrastructures de transport et d'énergie, etc. La Chine y a joué le premier rôle, puisqu'elle était devenue l'usine du monde. Les Africains ont décollé parce qu'ils étaient les premiers fournisseurs de cette usine. Leurs courants d'exportations, leurs lieux d'échanges, leurs premiers partenaires... tout a changé de géographie : l'Afrique, affranchie des monopoles coloniaux, a joué la concurrence entre ses clients et ses investisseurs. Un système mondial libre a remplacé un système impérial non concurrentiel : l'Occident a perdu la bataille de l'Impérialisme ; l'Asie et l'Afrique ont gagné celle de la mondialisation.

Si toutes ces mutations sont réelles, il ne faut pas pour autant commettre un anachronisme. L'enchérissement des matières premières de la fin des années 1990 s'est transformé en une évolution erratique des prix au milieu des années 2000. La crise financière en 2008-2009, puis la crise de l'Euro en 2010-2011, ont beaucoup ralenti la croissance des pays développés ; ralentissement qui a gagné en 2012 les économies émergentes. Les prix des matières premières ont beaucoup baissé : depuis six ans, c'est-à-dire depuis presque la moitié du mouvement de croissance ininterrompu de l'Afrique, les matières premières apportent une contribution négative à l'augmentation du PIB. Réduite à ses ressources naturelles, l'Afrique aurait dû être le dernier continent en termes de croissance économique, à la place de l'Europe, voire dans un état plus grave, compte tenu d'un accroissement démographique qui se maintient à 2,5% par an. Or, c'est l'inverse qui s'est produit : le PIB a cru entre 3 et 6% sur la dernière décennie, et de manière accélérée. Échanges ou investissements sont allés à de nouveaux secteurs. À l'exception d'une poignée de pays, l'Afrique des rentes a fait place à une Afrique de la valeur ajoutée, de l'industrie et des services, avec une nette domination du tertiaire : transports, commerce, télécommunications, banques, assurances, tourisme, services aux ménages.

## LE MYTHE DE L'ACHAT DE L'AFRIQUE PAR LA CHINE

Le second mythe est que la Chine aurait « acheté » l'Afrique. En fait, le capital productif en Afrique appartient, pour des raisons historiques et de façon très surpondérée, à l'Europe et aux États-Unis. Même lorsque les flux annuels font de la Chine le premier investisseur étranger (ce qui n'est pas le cas tous les ans), il y a un effet de stock accumulé sur un siècle. La prééminence chinoise dans l'import-export est plus impressionnante que dans l'investissement : 15% de parts de marché dans les importations africaines contre 1% il y a vingt ans.

La robustesse de l'Occident est donc beaucoup plus ferme s'agissant des capitaux et investissements que du commerce.

Il faut ajouter trois considérations sur la Chine, dont deux qui satisferont ses concurrents et une qui les inquiètera :

- l'Afrique a goûté au plaisir de la concurrence. La Chine fait partie d'une longue cohorte de partenaires possibles (et partiellement substituables) que sont la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, la Turquie... Le terrain de l'investissement est désormais très disputé ;
- la réputation de la Chine en Afrique est mitigée. Les gouvernants aiment la réactivité des investisseurs chinois, leur absence de conditionnalité, leur vitesse d'exécution, mais les opinions publiques reprochent la main d'œuvre importée, la sinisation de l'encadrement, le peuplement du continent - jugé rampant - par 1 500 000 chinois (contre 250 000 français et 7 500 japonais), le non-respect des normes sociales et parfois de l'environnement.

Pour lutter contre ces obstacles, la Chine a envoyé en formation linguistique et sociologique, en Europe et en Afrique, des dizaines de milliers de cadres qui se destinent aux échanges avec l'Afrique et aux investissements sur place. L'image de la Chine auprès des populations est un atout pour l'Europe, mais un atout éphémère si elle ne mobilise pas les mêmes moyens culturels ;

- il ne faut pas se laisser glisser dans le mythe facile de la Chine re-colonisatrice de l'Afrique qui, en réalité, cache, avec ses concessions minières et les réalisations d'infrastructures, le vrai phénomène caractéristique de l'investissement actuel : le « rachat » de l'Afrique par l'Afrique. La bancarisation, le développement des marchés financiers (23 bourses des valeurs désormais sur le continent), la création d'un marché hypothécaire et de fonds de pension, les retours d'épargne de la diaspora... tous les ingrédients d'une révolution financière endogène qui permettent

d'activer une épargne abondante. Urbanisation et création d'entreprises sont financées par l'épargne africaine.

Par ailleurs, les européens n'ont pas nécessairement vu que l'Asie s'était positionnée en équipementier de l'Afrique. Dans les télécommunications, les opérateurs sont majoritairement à capitaux africains ; ils sont devenus plus importants et souvent plus croissants et plus rentables que les opérateurs européens. Dans cette évolution *Alcatel* et *Ericsson* ont presque disparu derrière leurs concurrents, les équipementiers chinois *Huawei* et *ZTE*.

## LE MYTHE DE L'ARRIÉRATION INDUSTRIELLE

Enfin, il y a une dernière erreur à ne pas commettre pour qui veut vivre au rythme de l'Afrique et croître avec elle : une erreur sur les modèles économiques africains. La plus commune est plutôt européenne : l'Afrique, rurale et minière, peut créer une industrie balbutiante, reposant sur les avant-dernières technologies. Tout y serait plus lent, plus petit, plus manuel. L'autre erreur, moins commune, est plutôt asiatique : l'Afrique peut vivre sans normes sociales ni environnementales et sans respect de la norme de droit et des

contenus locaux de consommation et de compétence. Au contraire, quand il y a retard, voire arriération, de l'industrie, on se trouve contraint d'utiliser les technologies les plus récentes. On transforme alors son retard en ce que les historiens économistes ont nommé « l'avantage de l'arriération ». Le téléphone mobile vient de le démontrer : il n'a pas été précédé d'un progrès du téléphone fixe. Toutes les technologies numériques vont suivre et il ne faudra pas s'étonner de voir le continent dépasser l'Europe en ce qui concerne le *e-learning*.

Quant aux normes qui encadrent l'économie, les pays africains sont désormais contraints par leurs opinions publiques, car il n'y a pas de classes moyennes sans apparition d'un pouvoir de l'opinion. Les formes cyniques d'investissements de court terme qui créent des externalités négatives seront rejetées, y compris par le moyen de l'émeute, comme l'éprouvent d'ores et déjà les entreprises chinoises.

L'investisseur étranger de demain viendra seulement en auxiliaire de l'investisseur endogène africain, et seulement s'il importe des modèles économiques et sociaux à fort contenu d'innovation et de rupture.

**Lionel Zinsou**

Président du fonds d'investissement *PIA Partners*



**Au secours  
des juridictions sociales**

**fayard**

## PIERRE JOXE Soif de justice

Après son livre  
sur la justice des mineurs  
- *Pas de quartier !*, Fayard, 2011 -  
Pierre Joxe explore ici un domaine  
peu connu et encore moins décrit :  
le fonctionnement difficile  
et les moyens insuffisants  
des juridictions sociales.